

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Avis de convocation / avis de réunion

**GRAND PARIS PIERRE**

Société Civile de Placement Immobilier  
Visa AMF SCPI n°14-06 du 17 avril 2014  
Siège social : 2, rue de la Paix - 75002 PARIS  
RCS Paris 790 312 730  
Au capital de 12 360 393 €.

**Avis de convocation**

Mesdames, Messieurs, les associés de la société civile de placement immobilier GRAND PARIS PIERRE sont convoqués en assemblée générale mixte le mardi 23 juin 2026 à 10h30 au 27, avenue de l'Opéra (SALLE REGUS) – 75001 PARIS, à l'effet de délibérer de l'ordre du jour suivant :

**RÉSOLUTIONS AGRÉÉES PAR LA SOCIÉTÉ DE GESTION****A titre ordinaire :**

- Approbation des rapports de gestion, du Commissaire aux comptes et du conseil de surveillance, du bilan, du compte de résultat et annexes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 ;
- Quitus à la Société de gestion pour l'exercice de son mandat au titre de l'exercice écoulé ;
- Quitus au conseil de surveillance pour l'exécution de son mandat au titre de l'exercice écoulé ;
- Approbation du rapport du conseil de surveillance et du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L.214-106 du Code Monétaire et Financier ;
- Affectation du résultat de la société ;
- Approbation de la valeur comptable de la société ;
- Approbation des valeurs de réalisation et de reconstitution de la société ;
- Fixation du montant des jetons de présence à allouer au conseil de surveillance pour 2026 ;
- Approbation du renouvellement de la police d'assurance « responsabilité des membres du conseil de surveillance » pour l'exercice clos au 31 décembre 2027 ;
- Pouvoirs pour les formalités.

**A titre extraordinaire :**

- Dissolution anticipée de la SCPI et mise en liquidation de son patrimoine ;
- Désignation du liquidateur ;
- Modification statutaire des articles 16 et 23 ;
- Modification statutaire de l'article 18 ;
- Modification statutaire de l'article 19 ;
- Modification statutaire des articles 20 et 23 ;
- Modification statutaire des articles 22, 23 et 24 ;
- Modification statutaire de l'article 23 – Mise en conformité des statuts avec l'ordonnance n° 2024-662 du 3 juillet 2024 ;
- Modification statutaire de l'article 28 ;
- Modification statutaire de l'article 30 ;
- Modification statutaire de l'article 10 ;
- Modification statutaire des articles 4 et 15 à la suite de la décision de changement de siège social du 3 mars 2026 ;
- Pouvoirs pour les formalités.

**RÉSOLUTIONS NON AGRÉÉES PAR LA SOCIÉTÉ DE GESTION****A titre extraordinaire :**

- Répartition des fonctions entre les coliquidateurs ;
- Réduction du capital ;
- Modification des frais de gestion ;
- Budgets alloués au conseil de surveillance ;
- Pouvoirs donnés par les associés en vue des assemblées générales ;
- Pouvoirs pour les formalités.

Il est rappelé l'importance pour les associés de participer à cette assemblée, qui ne peut valablement délibérer, sur première convocation, sur les résolutions à caractère ordinaire que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance détiennent au moins le quart du capital social de la SCPI, et sur les résolutions à caractère extraordinaire que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance détiennent au moins la moitié du capital social de la SCPI.

### Texte des résolutions

#### RÉSOLUTIONS AGRÉÉES PAR LA SOCIÉTÉ DE GESTION

##### A titre ordinaire :

**Première résolution** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de gestion, du Commissaire aux comptes et du conseil de surveillance, du bilan, du compte de résultat et annexes de l'exercice clos le 31 décembre 2025, approuve lesdits rapports, bilan, compte de résultat et annexes, tels qu'ils lui ont été présentés, et approuve en conséquence les opérations résumées dans ces rapports et traduites dans ces comptes.

**Deuxième résolution** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, donne quitus entier et sans réserve à la Société de gestion pour l'exécution de son mandat au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2025.

**Troisième résolution** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, donne quitus entier et sans réserve au conseil de surveillance pour l'exécution de son mandat au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2025.

**Quatrième résolution** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture du rapport du conseil de surveillance et du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées par l'article L.214-106 du Code monétaire et financier, approuve les conclusions desdits rapports et les conventions qui y sont mentionnées.

**Cinquième résolution** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, sur proposition de la Société de gestion, décide que le bénéfice de l'exercice 2025 s'élevant à la somme de 300 470 € est affecté de la manière suivante :

<b>Bénéfice de l'année 2025</b>	300 470 €
Poste « report à nouveau »	31 072 €
Bénéfice à affecter au 31/12/2025	331 542 €
Dividende 2025 (règlement après approbation des comptes en juillet 2026)	226 935 €
<b>AFFECTATION AU REPORT À NOUVEAU</b>	104 607 €

**Sixième résolution** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, approuve la valeur comptable de la société telle qu'elle figure au rapport de la Société de gestion et s'élevant au 31 décembre 2025 à :

En €	Total 2025	Par part
Valeur comptable	12 691 678 €	838,90 €

**Septième résolution** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, approuve les valeurs de reconstitution et de réalisation de la société telles qu'elles figurent au rapport de la Société de gestion et s'élevant au 31 décembre 2025 à :

En €	Total 2025	Par part
Valeur de réalisation	12 078 553 €	798,37 €
Valeur de reconstitution	14 673 167 €	969,87 €

**Huitième résolution** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, maintient le montant global des jetons de présence alloués aux membres du conseil de surveillance au titre de l'exercice social qui sera clos le 31 décembre 2026 à 5 000 €. Ce montant sera réparti entre chaque membre au prorata de sa présence effective aux réunions du conseil.

**Neuvième résolution** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, décide de renouveler la police d'assurance « responsabilité des membres du conseil de surveillance de SCPI » à souscrire auprès de la compagnie CHUBB pour l'exercice social qui sera clos au 31 décembre 2027, étant précisé qu'à titre informatif, le coût supporté par la SCPI s'est élevé à la somme de 2 782 € HT pour l'exercice social qui sera clos au 31 décembre 2026.

**Dixième résolution** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, donne tous pouvoirs au porteur de l'original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet de procéder à tous dépôts et d'accomplir toutes formalités légales.

**A titre extraordinaire :**

**Onzième résolution** – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, décide de prononcer la dissolution anticipée de la SCPI Grand Paris Pierre et la mise en liquidation de son patrimoine à compter du 31 juillet 2026.

**Douzième résolution** - L'assemblée générale extraordinaire prend acte que la société Inter Gestion REIM est liquidateur de la SCPI Grand Paris Pierre et lui donne tout pouvoir pour l'accomplissement des formalités et à l'efficacité de la présente décision. Le siège de liquidation est sis au siège du liquidateur 38, avenue de l'Opéra – 75002 PARIS.

**Treizième résolution** – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de gestion et du conseil de surveillance, approuve la modification des articles 16 et 23 des statuts relative à la suppression de l'approbation de l'assemblée générale pour la vente des biens de la société ainsi que les conditions de prix, pour un échange, une aliénation ou une constitution de droits réels portant sur le patrimoine immobilier de la société, dans le cadre de sa mise en conformité avec l'ordonnance n° 2013-676 du 25 juillet 2013 modifiant le cadre juridique de la gestion d'actifs.

En conséquence, les articles 16 et 23 des statuts sont modifiés de la manière suivante :

« Article 16

ATTRIBUTIONS ET POUVOIRS DE LA Société de gestion

(...)

b) Administration du patrimoine immobilier de la SCPI

(...)

~~Elle soumet à l'assemblée générale la vente et des biens immobiliers de la société ainsi que les conditions de prix après approbation du Conseil de Surveillance.~~

(...)

~~Elle ne peut procéder à un échange, une aliénation ou une constitution de droits réels portant sur le patrimoine immobilier de la société qu'avec l'autorisation de l'assemblée générale ordinaire.~~

~~La Société de gestion ne contracte en cette qualité et en raison de sa gestion, aucune obligation personnelle relative aux engagements de la société, et n'est responsable que de l'exercice de son mandat.»~~

Le reste de l'article demeure inchangé.

« Article 23

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

(...)

~~Elle autorise les cessions, aliénations des immeubles.~~

(...) »

Le reste de l'article demeure inchangé, sous réserve de l'adoption d'autres résolutions extraordinaires portées à l'ordre du jour de la présente assemblée générale emportant d'autres modifications de cet article.

**Quatorzième résolution** – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de gestion et du conseil de surveillance approuve la modification de l'article 18 des statuts relatif à la suppression des frais de cession de parts perçus par la Société de gestion lorsque la cession de parts n'intervient pas dans le cadre des dispositions de l'article L 214-93 du Code monétaire et financier.

En conséquence, l'article 18 des statuts est modifié de la manière suivante :

« Article 18

Rémunération de la Société de gestion

(...)

~~Une commission de cession de parts si la cession de parts n'intervient pas dans le cadre des dispositions de l'article L.214-93 du Code monétaire et financier, la Société de gestion percevra à titre de frais de dossier, un forfait de 500 euros TTC ;~~

(...)

~~Ces frais de cessions de parts sont à la charge des acheteurs ou des donataires.~~

(...).»

Le reste de l'article demeure inchangé.

**Quinzième résolution** – L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de gestion et du conseil de surveillance, approuve dans le cadre de la mise en conformité des statuts avec l'ordonnance n° 2025-230 du 12 mars 2025 relative aux organismes de placement collectif, la modification de l'article 19 des statuts afin d'abaisser à trois (3) le nombre minimum de membres du conseil de surveillance, emportant modification corrélative du règlement du conseil de surveillance.

En conséquence, l'article 19 des statuts est modifié de la manière suivante :

« Article 19

#### CONSEIL DE SURVEILLANCE

(...)

19.2 : Nomination du Conseil de surveillance

Le conseil de surveillance est composé d'un minimum de trois membres et d'un maximum de neuf membres choisis parmi les associés.

(...). »

Le reste de l'article demeure inchangé.

**Seizième résolution** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de gestion et du conseil de surveillance, approuve la modification des articles 20 et 23 des statuts dans le cadre de leur mise en conformité avec les dispositions des articles R.214-157-1 du Code monétaire et financier et 422-234 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, prévoyant notamment que la dénomination « expert immobilier » est remplacée par celle d'« expert externe en évaluation » et avec le décret n° 2025-762 du 4 août 2025 prévoyant que la désignation de l'expert relève désormais de la Société de gestion, sans vote de l'assemblée générale.

En conséquence, les articles 20 et 23 des statuts sont modifiés de la manière suivante :

« Article 20

#### EXPERT EXTERNE EN EVALUATION

La valeur vénale des immeubles résulte d'une expertise réalisée par un expert externe en évaluation immobilier nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire la Société de gestion pour 5 6 ans. Cette nomination a lieu après acceptation par l'Autorité des Marchés Financiers de sa candidature qui a préalablement été présentée par la Société de gestion. L'expert est sélectionné conformément à la réglementation en vigueur applicable aux sociétés civiles de placement immobilier. L'expert peut être révoqué et remplacé selon les formes prévues pour sa nomination. »

« Article 23

#### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

(...)

Elle nomme ou remplace les membres du conseil de surveillance, le Commissaire aux comptes, le dépositaire ainsi que l'expert immobilier. Elle pourvoit au remplacement de la Société de gestion en cas de vacance consécutive aux cas énoncés à l'article 15 des présents statuts.

(...) »

Le reste de l'article demeure inchangé, sous réserve de l'adoption d'autres résolutions extraordinaires portées à l'ordre du jour de la présente assemblée générale emportant d'autres modifications de cet article.

**Dix-septième résolution** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de gestion et du conseil de surveillance, approuve la modification des articles 22, 23 et 24 des statuts dans le cadre de leur mise en conformité avec l'ordonnance n° 2025-230 du 12 mars 2025 relative aux organismes de placement collectif qui prévoit que l'assemblée générale peut se tenir sans qu'un quorum soit requis.

En conséquence, les articles 22, 23 et 24 des statuts sont modifiés de la manière suivante :

« Article 22

#### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

(...)

~~Pour le calcul du quorum,~~ Seuls sont pris en compte, les formulaires de vote par correspondance reçus par la société au plus tard la veille de la date de réunion de l'assemblée, si la veille tombe un jour ouvré.

(...) »

Le reste de l'article demeure inchangé.

« Article 23

#### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

(...)

Elle délibère sur toutes propositions, portées à l'ordre du jour, qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire. L'assemblée générale ordinaire délibère valablement sans condition de quorum. Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées des associés présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance. ~~Pour délibérer valablement sur première convocation, l'assemblée générale ordinaire doit se composer d'un nombre d'associés représentant au moins un quart du capital social.~~

~~Si cette condition n'est pas remplie, il est convoqué sur deuxième convocation une nouvelle assemblée qui se réunit au moins six jours après la date de l'insertion de l'avis de convocation ou la date d'envoi de la lettre de convocation.~~

~~La nouvelle assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre d'associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, mais seulement sur les questions portées à l'ordre du jour de la première réunion. Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des voix des associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance.»~~

Le reste de l'article demeure inchangé, sous réserve de l'adoption d'autres résolutions extraordinaires portées à l'ordre du jour de la présente assemblée générale emportant d'autres modifications de cet article.

« Article 24

#### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

(...)

L'assemblée peut déléguer à la Société de gestion le pouvoir :

- fixer les conditions des augmentations de capital,
- constater celles-ci, faire toutes les formalités nécessaires, en particulier, les modifications corrélatives des statuts.

~~L'assemblée générale extraordinaire délibère valablement majorité des voix exprimées des associés présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance.~~

~~Pour délibérer valablement, l'assemblée générale extraordinaire sur première convocation doit être composée d'associés représentant au moins la moitié du capital social, et ses décisions sont prises à la majorité des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance.~~

~~Si cette condition de quorum n'est pas remplie, il est convoqué sur deuxième convocation une nouvelle assemblée qui se réunit au moins six jours après la date de l'insertion de l'avis de convocation ou la date d'envoi de la lettre de convocation. La nouvelle assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre d'associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, mais seulement sur les questions portées à l'ordre du jour de la première réunion. »~~

Le reste de l'article demeure inchangé.

**Dix-huitième résolution** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de gestion et du conseil de surveillance, approuve la modification de l'article 23 des statuts dans le cadre de sa mise en conformité avec l'ordonnance n° 2024- 662 du 3 juillet 2024 portant modernisation du régime des fonds d'investissement alternatifs qui supprime le recours à une assemblée générale ou au conseil de surveillance pour la validation des valeurs de reconstitution, comptable et de réalisation de la société.

En conséquence, l'article 23 des statuts est modifié de la manière suivante :

« Article 23

#### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

(...)

Elle approuve les comptes de l'exercice écoulé, statue sur l'affectation et la répartition des bénéfices ~~et approuve la valeur comptable, la valeur de réalisation et la valeur de reconstitution de la société.~~

(...) »

Le reste de l'article demeure inchangé, sous réserve de l'adoption d'autres résolutions extraordinaires portées à l'ordre du jour de la présente assemblée générale emportant d'autres modifications de cet article.

**Dix-neuvième résolution** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de gestion et du conseil de surveillance, approuve la modification de l'article 28 des statuts relatif à l'établissement des comptes sociaux afin d'actualiser sa rédaction et de prévoir une référence générale aux dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés civiles de placement immobilier en vigueur.

En conséquence, l'article 28 est désormais rédigé comme suit :

« Article 28

#### Établissement des comptes sociaux

(...)

En outre, elle établit un état annexe aux comptes qui retrace la valeur comptable, la valeur de réalisation et la valeur de reconstitution de la société.

Les comptes annuels sont établis conformément ~~aux règles comptables applicables aux sociétés civiles de placement immobilier édictées par l'Autorité des normes comptables ainsi qu'aux dispositions légales et réglementaires en vigueur applicables aux SCPI. suivant les règles et principes comptables définis par le règlement de l'Autorité des normes comptables n°2016-03 du 15 avril 2016, tels qu'intégrés dans le plan comptable applicable aux S.C.P.I., et les textes modificatifs éventuels.~~

(...) »

Le reste de l'article demeure inchangé.

**Vingtième résolution** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de gestion et du conseil de surveillance, approuve la modification de l'article 30 des statuts relatif à la dissolution de la Société afin d'actualiser la dénomination de la juridiction compétente conformément aux dispositions légales en vigueur.

En conséquence, l'article 30 est désormais rédigé comme suit :

« Article 30

Dissolution

(...)

A défaut, tout associé pourra, un an avant ladite échéance, demander au Président du Tribunal ~~judiciaire de Grande Instance~~ du lieu du siège social la désignation d'un mandataire de justice chargé de consulter les associés et d'obtenir une décision de leur part sur la prorogation éventuelle de la société.

(...) »

Le reste de l'article demeure inchangé.

**Vingt-et-unième résolution** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de gestion et du conseil de surveillance, approuve la modification de l'article 10 des statuts relatif au nantissement des parts afin d'actualiser sa rédaction avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur. En conséquence, l'article 10 est désormais rédigé comme suit :

« Article 10

(...)

c) Nantissement des parts – vente forcée – faculté de substitution

Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement ~~constaté dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Le nantissement est rendu opposable à la Société, soit par acte authentique~~ soit par acte sous signature privées signifié à la Société ou accepté par elle dans un acte authentique.

(...) »

Le reste de l'article demeure inchangé.

**Vingt-deuxième résolution** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de gestion et du conseil de surveillance, prend acte du nouveau siège social de la Société de gestion sis 38 Avenue de l'Opéra 75002, Paris et de l'autorisation pour la Société de gestion de modifier les statuts de la SCPI en conséquence, afin que le siège social de celle-ci soit également fixé au 38 Avenue de l'Opéra, 75002 Paris.

En conséquence, les articles 4 et 15 des statuts sont désormais rédigés comme suit, l'assemblée générale extraordinaire ratifiant le transfert de siège social de la Société de gestion et de la SCPI au 38 Avenue de l'Opéra, 75002 Paris :

« Article 4

Siège social

Le siège social est fixé à PARIS 75002 – ~~2 rue de la Paix~~ **38 Avenue de l'Opéra**. Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville ou d'un département limitrophe par simple décision de la Société de gestion, et partout ailleurs en France par décision collective des associés. Lors d'un transfert décidé par la Société de gestion, celle-ci est autorisée à modifier les statuts en conséquence. »

« Article 15

Nomination de la Société de gestion

La société est administrée par la Société de gestion, dénommé "la Société de gestion". La société Inter Gestion REIM, Société Anonyme au capital de deux cent quarante mille euros (240 000 €), dont le siège social est à PARIS 2°, ~~2 rue de la Paix~~ **38 avenue de l'Opéra** immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 345 004 436 RCS PARIS est désignée comme Société de gestion statutaire de la société.

(...) »

Le reste de l'article demeure inchangé.

**Vingt-troisième résolution** - L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, donne tous pouvoirs au porteur de l'original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet de procéder à tous dépôts et d'accomplir toutes formalités légales.

**RÉSOLUTIONS NON AGRÉÉES PAR LA SOCIÉTÉ DE GESTION****A titre extraordinaire :****Résolution visant à définir la répartition des fonctions entre les coliquidateurs : Exposé des motifs**

L'assemblée générale de juin 2025 a nommé un liquidateur en la personne de la société TGA conseil, dirigée par Monsieur Thierry Gaiffe.

Les statuts de la SCPI GRAND PARIS PIERRE prévoient à l'article 31 diverses modalités de répartition des tâches entre les coliquidateurs, en particulier lorsque l'un d'eux n'est pas titulaire d'un agrément de société de gestion de portefeuille, ce qui est le cas de TGA Conseil.

L'expérience de la fonction de coliquidateur de TGA Conseil aux côtés d'Inter Gestion REIM nécessitent de préciser la répartition des tâches entre eux deux.

**Vingt-quatrième résolution – Résolution A répartition des fonctions entre les liquidateurs****Texte de la résolution**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, décide de l'ensemble de l'article 31 des statuts relatif à la liquidation, désormais rédigé comme suit dans la colonne de droite (les éléments supprimés sont rayés, ceux ajoutés figurent en gras) :

ARTICLE 31 (rédaction actuelle)	ARTICLE 31 (nouvelle rédaction)
LIQUIDATION	LIQUIDATION
<i>En cas de dissolution, (...)</i>	<i>En cas de dissolution, (...)</i>
<i>En présence de deux coliquidateurs titulaires ayant qualité de SGP, ils doivent agir conjointement pour mettre en œuvre l'ensemble des opérations décrites ci-dessus.</i>	<i>En présence de deux coliquidateurs titulaires ayant qualité de SGP, ils doivent agir conjointement pour mettre en œuvre l'ensemble des opérations décrites ci-dessus.</i>
<i>Si l'un des deux coliquidateurs n'est pas titulaire d'un agrément de SGP, il ne prend aucune des décisions de gestion relevant exclusivement d'une SGP. Il peut néanmoins et en particulier traiter de la gestion des contentieux.</i>	<del><i>Si l'un des deux coliquidateurs n'est pas titulaire d'un agrément de SGP, il ne prend aucune des décisions de gestion relevant exclusivement d'une SGP. Il peut néanmoins et en particulier traiter de la gestion des contentieux.</i></del>
	<b>Il est expressément stipulé que le coliquidateur dépourvu de l'agrément de SGP s'abstient de toute décision de gestion relevant d'une Société de Gestion de portefeuille agréée. En contrepartie, il exerce une mission de surveillance générale sur l'ensemble du processus de liquidation, couvrant ses aspects opérationnels, financiers et juridiques, notamment la valorisation des biens, telle qu'indiquée sur les mandats de vente délivrés aux intermédiaires professionnels divers, afin d'en assurer la régularité et la bonne exécution, dans l'intérêt de la société et de ses associés.</b>
<i>Le coliquidateur ayant la qualité de SGP associe le second à la préparation des décisions de cession d'actifs : choix de la vente en lot ou à l'unité, interrogation préalable des locataires sur leur désir d'acquérir, choix conseils juridiques, avocats et notaires, notamment en vue de la mise en copropriété, pour donner des avis de valeur, pour recevoir les éventuels mandats de vente, (...). Le coliquidateur non titulaire d'un agrément de SGP rend compte au conseil de surveillance du déroulé de sa mission tout au long de la liquidation. À tout moment et pour tout motif il peut adresser une communication à chacun des associés par lettre personnelle ou par voie électronique, aux frais de la Société.</i>	<i>Le coliquidateur ayant la qualité de SGP associe le second à la préparation des décisions de cession d'actifs : choix de la vente en lot ou à l'unité, interrogation préalable des locataires sur leur désir d'acquérir, choix conseils juridiques, avocats et notaires, notamment en vue de la mise en copropriété, pour donner des avis de valeur, pour recevoir les éventuels mandats de vente, (...). Le coliquidateur non titulaire d'un agrément de SGP rend compte au conseil de surveillance <b>au jour le jour</b> du déroulé de sa mission <b>de surveillance</b> tout au long de la liquidation. À tout moment et pour tout motif il peut adresser une communication à chacun des associés par lettre personnelle ou par voie électronique, aux frais de la Société.</i>



<p>Le coliquidateur n'ayant pas la qualité de SGP accède à toute pièce juridique, comptable, commerciale et financière et dispose d'un accès partagé sécurisé sur un espace informatique dédié, lui-même sécurisé, pour consulter et traiter sans restriction l'ensemble des données nécessaires à sa mission.</p> <p>Les frais de déplacement (...)</p> <p><i>Les liquidateurs auront droit, au titre des cessions d'actif intervenant dans le cadre de la liquidation de la société, à une rémunération égale à 1,75 % HT du produit net de tous frais (y compris l'impôt de plus-value) de chaque cession constatée par un acte authentique. Ils se partagent à parts égales cette rémunération, sauf s'ils en décident autrement entre eux.</i></p> <p><i>Ils auront également droit, pour la période précédant la cession des immeubles à une commission de gestion équivalant à celle prévue à l'article 18 des statuts, soit 10,60 % TTC des loyers encaissés. Ils se partagent à parts égales cette rémunération, sauf s'ils en décident autrement entre eux. Cette commission ne sera acquise toutefois qu'au(x) seul(s) liquidateur(s) titulaire(s) d'un agrément de société de SGP.</i></p> <p><i>Après l'extinction du passif (...)</i></p>	<p><del>Le coliquidateur n'ayant pas la qualité de SGP accède à toute pièce juridique, comptable, commerciale et financière et dispose d'un accès partagé sécurisé sur un espace informatique dédié, lui-même sécurisé, pour consulter et traiter sans restriction l'ensemble des données nécessaires à sa mission.</del></p> <p><b>Le coliquidateur n'ayant pas la qualité de SGP dispose d'un accès complet à l'ensemble des pièces juridiques, comptables, commerciales et financières nécessaires à l'exercice de sa mission, qu'elles soient établies sur support papier ou sous forme numérique.</b></p> <p><b>Lorsque les documents sont numérisés, est mis à sa disposition un moyen d'accès permettant leur consultation sans restriction ni nécessité d'impression.</b></p> <p>Les frais de déplacement (...)</p> <p><i>Les liquidateurs auront droit, au titre des cessions d'actif intervenant dans le cadre de la liquidation de la société, à une rémunération égale à 1,75 % HT du produit net de tous frais (y compris l'impôt de plus-value) de chaque cession constatée par un acte authentique. Ils se partagent à parts égales cette rémunération, <del>sauf s'ils en décident autrement entre eux</del> <b>sauf s'ils décident entre eux d'une autre répartition.</b></i></p> <p><i>Ils auront également droit, pour la période précédant la cession des immeubles à une commission de gestion équivalant à celle prévue à l'article 18 des statuts, soit <b>8,60 % TTC</b> des loyers encaissés. Ils se partagent à parts égales cette rémunération, sauf s'ils en décident autrement entre eux. Cette commission ne sera acquise toutefois qu'au(x) seul(s) liquidateur(s) titulaire(s) d'un agrément de société de SGP.</i></p> <p><i>Après l'extinction du passif (...)</i></p>
---	--

### **Résolution visant à réduire le capital de la SCPI : Exposé des motifs**

Une erreur de rédaction a empêché la réduction de capital proposée l'an dernier par une résolution non agréée par la société de gestion. La perspective d'une dissolution et la situation de trésorerie justifient d'y procéder cette année.

Le conseil de surveillance a formulé la demande d'insertion d'une résolution dans ce sens par Inter Gestion REIM, mais n'a pas obtenu de réponse de sa part.

Afin de ne pas faire risquer aux associés de perdre de nouveau une année, il est proposé de réduire le capital de la SCPI d'un montant de 302 580 €, soit 20 € par part.

### **Vingt-cinquième résolution - Résolution B : réduction du capital**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires décide de réduire le capital social de la société civile de placement immobilier à hauteur de 302 580 € par diminution de la valeur nominale de la part.

L'Article 6 des statuts sera par conséquent modifié.

L'assemblée générale donne tous pouvoirs à la Société de gestion à l'effet de procéder à la réalisation de la réduction de capital et notamment :

- Arrêter le montant du capital après réduction de 302 580 €,
- Modifier corrélativement les statuts de la société,
- *Verser aux associés un montant de 20 € par part sociale,*
- Accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive la réduction de capital.

**Résolution visant à modifier les frais de gestion : Exposé des motifs**

Pour la seconde année consécutive, le rapport du conseil de surveillance fait état des carences d'Inter Gestion REIM dans la gestion de la trésorerie, et du préjudice qui en est résulté pour Grand Paris Pierre, malgré les mesures correctives très partielles mises en œuvre par la société de gestion.

Sollicitée, Inter Gestion REIM a refusé d'indemniser la SCPI du préjudice, qui avait été estimé fin octobre 2025 à près de 17 000 €.

En vue d'éviter à notre SCPI les dépenses de procédure que nécessiteraient une action en justice, il est apparu plus simple de modifier les frais de gestion de gestion, ce qui permettra de compenser pour les associés le manque à gagner qu'ils ont subi depuis septembre 2023.

Les frais de gestion de l'exercice 2025 se sont élevés à 49 272 €, soit près du triple du manque à gagner estimé à fin octobre 2025 ; en réduisant de 7 % TTC à 5 % TTC la part des frais de gestion correspondant à la gestion administrative, il faudrait 5 trimestres pour récupérer notre manque à gagner ; c'est à ce niveau que nous vous proposons de réduire ces frais. La vente du patrimoine pourrait allonger notre délai de récupération. En fonction des ventes de patrimoine, et des efforts qui pourraient être déployés par Inter Gestion REIM pour améliorer la gestion de trésorerie, il pourra être envisagé de relever ces frais de gestion.

Cette modification des statuts et consécutivement des frais de gestion s'appliquera à compter du 1<sup>er</sup> août 2026.

**Vingt-sixième résolution - Résolution C : Modification des frais de gestion****Texte de la résolution**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, décide de modifier l'article 18 des statuts relatif à la liquidation, désormais rédigé comme suit dans la colonne de droite (les éléments supprimés sont rayés, ceux ajoutés figurent en gras) :

ARTICLE 18 (rédaction actuelle)	ARTICLE 18 (nouvelle rédaction)
REMUNERATION DE LA SOCIETE DE GESTION	REMUNERATION DE LA SOCIETE DE GESTION
<p><i>La société de gestion prend en charge les frais exposés pour l'administration de la société et la gestion (...).</i>  <i>La société de gestion est rémunérée de ses fonctions moyennant :</i>            (...)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— Une commission de 10,60 TTC des produits locatifs hors taxe encaissés pour son administration et la gestion de son patrimoine répartie comme suit :               <ul style="list-style-type: none"> <li>– 7 % TTC au titre de la gestion administrative couvrant les frais de bureau et de personnel nécessaires à l'administration de la société</li> <li>– 3 % HT soit 3,60 % TTC (au taux de TVA en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2018) au titre de la gestion afférente à la gestion des immeubles.</li> </ul> </li> <li>— Une rémunération forfaitaire fixe (...)</li> </ul>	<p><i>La société de gestion prend en charge les frais exposés pour l'administration de la société et la gestion (...).</i>  <i>La société de gestion est rémunérée de ses fonctions moyennant :</i>            (...)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— Une commission de <b>8,60 TTC</b> des produits locatifs hors taxe encaissés pour son administration et la gestion de son patrimoine répartie comme suit :               <ul style="list-style-type: none"> <li>– <b>5 % TTC</b> au titre de la gestion administrative couvrant les frais de bureau et de personnel nécessaires à l'administration de la société</li> <li>– 3 % HT soit 3,60 % TTC (au taux de TVA en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier <b>2026</b>) au titre de la gestion afférente à la gestion des immeubles.</li> </ul> </li> <li>— Une rémunération forfaitaire fixe (...)</li> </ul>

**Résolution visant à donner au conseil de surveillance un budget de communication et les moyens de réaliser des études dans l'intérêt des associés : Exposé des motifs**

Le conseil de surveillance, s'il est rémunéré par des jetons de présence modestes, ne dispose d'aucun budget pour communiquer avec les associés, ni pour réaliser des études qui peuvent s'avérer nécessaire dans l'intérêt des associés. De tels moyens sont mis en place dans d'autres SCPI et semblent judicieux pour Grand Paris Pierre, en particulier dans la perspective de sa liquidation.

Les budgets demandés restent de faible montant : pour la communication, 4 000 € et pour les études, un pour mille de la valeur d'expertise du patrimoine (11 440 € actuellement, montant qui sera diminué au fur et à mesure des ventes). Il s'agit de montants maxima, destinés à n'être utilisés qu'en cas de nécessité.

Il vous est proposé en conséquence de modifier l'article 19.1 des statuts.

Nota : c'est par erreur que le projet de budget d'études figure à 1 % et non un pour mille dans le rapport annuel.

**Vingt-septième résolution - Résolution D : budgets alloués au conseil de surveillance.****Texte de la résolution**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, décide de modifier de l'article 19.1 des statuts « Missions du conseil de surveillance, » complété des mentions figurant en caractères gras dans la colonne de droite (les éléments supprimés sont rayés, ceux ajoutés figurent en gras) :

ARTICLE 19.1 (rédaction actuelle)	ARTICLE 19.1 (nouvelle rédaction)
MISSIONS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE	MISSIONS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE
<p>Le Conseil de Surveillance exerce à tout moment un pouvoir de vérification et de contrôle de la régularité de la gestion de la société. Il peut se faire communiquer tout document utile à l'accomplissement de sa mission ou demander à la Société de Gestion un rapport sur la situation de la société.</p> <p>Il rend compte de sa mission sous la forme d'un rapport à l'assemblée générale ordinaire des associés.</p> <p>Il émet un avis sur les projets de résolutions soumis par la Société de Gestion aux associés.</p> <p>Il émet un rapport sur les conventions réglementées.</p> <p>Le conseil de surveillance ne peut communiquer directement avec les associés. Il ne peut s'immiscer dans la gestion de la société. Il ne dispose d'aucun pouvoir d'autorisation préalable aux opérations relevant de la compétence de la société de gestion.</p> <p>Le conseil de surveillance s'abstient de tout acte de gestion ; en cas de défaillance de la société de gestion, il convoque sans délai une assemblée générale devant pouvoir à son remplacement.</p>	<p>Le Conseil de Surveillance exerce à tout moment un pouvoir de vérification et de contrôle de la régularité de la gestion de la société. Il peut se faire communiquer tout document utile à l'accomplissement de sa mission ou demander à la Société de Gestion un rapport sur la situation de la société.</p> <p>Il rend compte de sa mission sous la forme d'un rapport à l'assemblée générale ordinaire des associés.</p> <p>Il émet un avis sur les projets de résolutions soumis par la Société de Gestion aux associés.</p> <p>Il émet un rapport sur les conventions réglementées.</p> <p><b><del>Le conseil de surveillance ne peut communiquer directement avec les associés.</del></b> Il ne peut s'immiscer dans la gestion de la société. Il ne dispose d'aucun pouvoir d'autorisation préalable aux opérations relevant de la compétence de la société de gestion.</p> <p>Le conseil de surveillance s'abstient de tout acte de gestion ; en cas de défaillance de la société de gestion, il convoque sans délai une assemblée générale devant pouvoir à son remplacement.</p> <p><b>Chaque fois qu'il le juge nécessaire, il établit un rapport qui est envoyé à tous les associés. À cette fin, le Conseil de Surveillance dispose d'un budget de communication annuel de quatre mille euros (4 000 €).</b></p> <p><b>Une communication demandée par le Conseil de Surveillance est transmise à la Société de Gestion, qui la diffuse aux associés dans le respect des dispositions légales et réglementaires. La Société de Gestion communique au Conseil de Surveillance les montants de la fraction de budget utilisé et le solde de ce dernier.</b></p> <p><b>Afin de permettre au Conseil de Surveillance d'exercer sa mission d'assistance et de contrôle, il lui est alloué un budget annuel mis à la charge de la société destiné à financer, dans l'intérêt de la société, toute consultation juridique, tout audit et/ou toute expertise portant sur la gestion juridique, comptable, économique, financière et immobilière de la société. Le montant de ce budget est égal à 1/1 000 de la valeur d'expertise du patrimoine immobilier de la société au 31 décembre de l'année précédente.</b></p> <p><b>Sous réserve du respect de l'objet et de l'affectation susvisés, le Conseil de Surveillance décide de l'emploi de ces fonds dans le cadre de ses règles de fonctionnement. Il rend compte aux associés, le cas échéant, de l'utilisation de ces fonds dans son rapport à l'Assemblée générale.</b></p>

**Résolution visant à définir les mentions figurant sur les pouvoirs donnés par les associés en vue de les représenter aux assemblées générales : Exposé des motifs**

L'article L214-104 du Code Monétaire et Financier dispose, concernant les pouvoirs donnés par les associés en vue des assemblées générales, les dispositions suivantes :

*Pour toute procuration d'un associé sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émet un avis favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par la société de gestion et un vote défavorable à l'adoption de tous autres projets de résolution. Pour émettre tout autre vote, l'associé doit choisir un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant.*

Les formulaires de délégation de pouvoirs adressés par la société de gestion offrent historiquement aux associés deux options : soit de donner pouvoir « au président de l'assemblée », soit à un associé nominativement désigné.

Cette formulation va au-delà des dispositions du Code Monétaire et Financier, qui indique que le pouvoir au président de l'assemblée est réservé aux pouvoirs ne désignant pas de bénéficiaire ; elle est de nature à induire en erreur les associés, certains pensant par cette formule donner pouvoir au président du conseil de surveillance ; enfin elle n'éclaire pas sur les conséquences de ce pouvoir.

En conséquence, il paraît préférable que nos statuts définissent la forme des pouvoirs de façon à leur donner deux options : pouvoirs à un associé nominativement désigné, ou pouvoirs au président du conseil de surveillance. De plus et dans un souci de transparence, il convient d'indiquer aux associés les conséquences sur le vote qui devra être exprimé lors de l'assemblée en cas de désignation de mandataire comme en cas d'absence de désignation.

**Vingt-huitième résolution - Résolution E : pouvoirs donnés par les associés en vue des assemblées générales.**

**Texte de la résolution**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, décide de compléter de l'article 22 des statuts « Assemblées générales » est complété des mentions figurant en caractères gras dans la colonne de droite (les éléments supprimés sont rayés, ceux ajoutés figurent en gras) :

ARTICLE 22 (rédaction actuelle)	ARTICLE 22 (nouvelle rédaction)
ASSEMBLEES GENERALES	ASSEMBLEES GENERALES
(...)	
<p><i>Tous les associés ont droit d'assister aux assemblées générales en personne ou de voter par procuration en désignant un mandataire, celui-ci devant être obligatoirement choisi parmi les associés, ou encore par correspondance.</i></p> <p><i>Ainsi qu'il est prévu à l'article 11, les co-indivisaires de parts sont tenus de se faire représenter par un seul d'entre eux.</i></p> <p><i>Pour toute procuration d'un associé sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émet un avis favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par la société de gestion et un avis défavorable à l'adoption de tous autres projets de résolutions.</i></p>	<p><i>Tous les associés ont droit d'assister aux assemblées générales en personne ou de voter par procuration en désignant un mandataire, celui-ci devant être obligatoirement choisi parmi les associés, ou encore <b>de voter</b> par correspondance.</i></p> <p><i>Ainsi qu'il est prévu à l'article <b>12</b>, les co-indivisaires de parts sont tenus de se faire représenter par un seul d'entre eux.</i></p> <p><del><i>Pour toute procuration d'un associé sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émet un avis favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par la société de gestion et un avis défavorable à l'adoption de tous autres projets de résolutions.</i></del></p> <p><b><i>Qu'ils soient complétés par voie électronique ou par voie postale, les formulaires de pouvoir adressés aux associés comportent deux possibilités de délégation :</i></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b><i>— Une première laissant une zone libre permettant de donner pouvoir à tout associé nommément désigné,</i></b></li> <li><b><i>— Une seconde permettant de donner pouvoir « au président du conseil de surveillance, à défaut à tout membre du conseil de surveillance présent à l'assemblée générale, qui exprimeront un vote conforme aux préconisations dudit conseil ».</i></b></li> </ul> <p><b><i>Ces deux possibilités sont suivies de la mention suivante, dans la même police de caractères : « Conformément à l'article L214-104 du Comofi, pour toute procuration d'un associé sans indication de</i></b></p>

	<p><i>mandataire, le président de l'assemblée générale émet un avis favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par la Société de Gestion et un vote défavorable à l'adoption de tous autres projets de résolution</i></p> <p><i>. Pour les pouvoirs donnés à personne désignée, le mandataire est libre de son vote pour chaque résolution, présentée par la société de gestion ou non agréée par elle. Le vote pour la désignation des membres du conseil de surveillance doit être exercé par l'associé lui-même, les mandataires ne peuvent exercer leur pouvoir pour ces résolutions. »</i></p>
Pour le calcul du quorum (...)	Pour le calcul du quorum (...)

#### **Résolution pour pouvoirs : Exposé des motifs**

*Cette résolution est purement formelle, mais nécessaire*

#### **Vingt-neuvième résolution** - Résolution F : pouvoirs pour formalités

L'assemblée générale extraordinaire délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Si le quorum n'était pas atteint, l'assemblée générale ne pourrait délibérer. Les associés seraient alors, de nouveau, convoqués pour le jeudi 16 juillet 2026 à 10h30 au 27, avenue de l'Opéra (SALLE REGUS) – 75001 PARIS, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour de l'assemblée générale figurant ci-dessus.

La Société de gestion  
Inter Gestion REIM